

Le volet financier «prochainement présenté», promet Ould Kaddour

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4503 - Jeudi 14 juin 2018 - Prix : 10 DA

A l'occasion de l'Aïd el Fitr, l'équipe du Jour d'Algérie souhaite bonne fête à ses lecteurs

Djamel Brika, directeur des relations publiques auprès de la Direction générale des douanes :

«On ne veut pas que la douane soit un frein pour le tourisme»

Page 4



Boulangeries fermées et absence de fruits et légumes pendant l'Aïd

Grand rush sur les produits alimentaires

A chaque Aïd, la même question se pose : les citoyens trouveront-ils des magasins pour s'approvisionner en produits de première nécessité, notamment le pain ? Cette crainte de pénurie les a contraints à se précipiter vers les marchés pour s'approvisionner en quelques produits alimentaires.

Lire page 2



PH/D. R.

En réponse à la promesse de dialogue exprimée par le ministère de la Santé

Reprise des gardes d'urgences des médecins résidents

Page 2



Programme artistique de la salle El Mouggar

La musique algéroise en clôture

Page 13

Stratégie RH 2030 de Sonatrach

Le volet financier «prochainement présenté», promet Ould Kaddour

■ Le volet financier sera prochainement présenté, a promis, hier, Abdelmoumène Ould Kaddour, P-DG du Groupe Sonatrach, au siège de l'activité Aval à Oran où ses conseillers et lui sont venus présenter cette nouvelle manœuvre aux cadres LRP (liquéfaction-raffinage-pétrochimie) et aux filiales de l'Ouest.

De nos envoyées spéciales à
Oran Lynda Naili et Soraya El
Haddad

A ce titre, Ould Kaddour dans un point de presse tenu à l'issue de cette visite-présentation, indiquera que si ce volet n'a pas encore été développé c'est parce que «la stratégie en elle-même couvre énormément d'aspects qu'on ne peut pas présenter à la fois». Selon lui, les points développés durant ses sorties d'informations et de sensibilisation des travailleurs de Sonatrach portant sur la présentation de la nouvelle stratégie RH 2030, «sont directement en relation avec l'activité de la zone visitée». Ainsi, qualifiant de «très important» la présentation du volet financier inscrit dans la nouvelle stratégie devant opérer le changement escompté pour mener la Sonatrach au top 5 des meilleures compagnies pétrolières au monde, il dira que cet aspect «sera développé très prochainement». En effet, pour lui la présentation du volet financier de la RH2030 permettra de communiquer sur «comment on



PH. Soraya El Haddad

investit, quels sont les critères de choix pour partir dans un créneau et pas un autre, connaître quels sont les objectifs à court, moyen et long terme, pour ne pas reproduire les erreurs faites par le passé». «Ce sont 40 millions d'Algériens qui nous attendent au tournant, et ils ont raison.

Sonatrach c'est leur bien et les Algériens veulent savoir ce qu'on fait de leur bien», a-t-il commenté. «Il est évident que sans une stratégie des finances, on n'aurait pas acheté la raffinerie d'Augusta», insistera-t-il. Déplorant ainsi que «la pétrochimie on en a parlée depuis les

années 1970, mais dans la réalité rien n'a été investi dans ce sens». «C'est dommage, estimerait-il, parce que c'est là que l'on gagne plus d'argent et où il y a aussi de la création d'emplois». Ce qui fera dire à Ould Kaddour que, désormais, ce créneau est «un axe très stratégique dans le développement» de la compagnie nationale des hydrocarbures. Evoquant ainsi la signature récente d'un contrat avec Total, deux autres contrats sont respectivement en discussion avec les Turcs et Eni. «Si l'on arrive à deux contrats pour les deux années à venir, on sera sur de bons rails pour le développement de l'industrie pétrochimique».

Par ailleurs, interrogé sur le fait de vouloir inscrire la Sonatrach, grâce à sa stratégie, parmi les cinq meilleures entreprises pétrolières au monde n'était pas quelque peu prétentieux, Ould Kaddour rétorquera que «placer la barre aussi haut motive les gens». «C'est bien d'être parmi les cinq meilleurs, cela passionne l'excellence. Il faut qu'on apprenne à être passionnément excellent pour cela il faut placer la barre aussi haut que possible». Sonatrach au top

5 des meilleurs «c'est faisable, c'est jouable», soutiendra-t-il.

Par ailleurs, à la demande de savoir si la stratégie SH 2030 devrait également être présentée aux partenaires étrangers, il répondra que «la stratégie SH 2030 n'est pas la stratégie Algérie. C'est une stratégie aussi internationale. Bien sûr qu'on va discuter avec nos étrangers». Citant ainsi l'exemple de la raffinerie d'Augusta, qui, dira-t-il «est signe que nous sommes ouverts à l'international, à toutes opportunités de business qui ramènent des valeurs ajoutées». Mieux, le P-DG de Sonatrach n'écartera pas, à ce propos, des prises de participation de son groupe dans des gisements à l'international tel qu'au Pérou. Dans cet esprit, il fera part «d'autres opportunités à l'international dans diverses activités qu'on étudie tranquillement». Evoquant ainsi «les propositions très concrètes boliviennes pour le développement des champs de gaz», ainsi que celles avec l'Irak. On continuera à diversifier les champs d'action du groupe.

L. N.

En réponse à la promesse de dialogue exprimée par le ministère de la Santé

Reprise des gardes d'urgences des médecins résidents

Les médecins résidents ont enfin décidé de reprendre les gardes à partir d'hier soir, un signe de «bonne volonté», selon le Collectif des médecins résidents algériens (Camra), en réponse à la promesse de dialogue exprimée par le ministère de la Santé. Après une première tentative de reprise des gardes qui n'a pas eu de suite «faute de négociations fructueuses avec la tutelle», selon le Camra, les résidents ont décidé de reprendre hier leur participation à l'activité de garde, cessée le 29 avril dernier suite à la répression policière qu'ils avaient subie lors de leur rassemblement devant l'APN. En effet, le Camra a précisé dans un communiqué que dans le souci de «restaurer le cadre d'une concertation apaisée», le Collectif des médecins résidents «a décidé d'une reprise de l'activité de gardes d'urgences de 16h00 à 8h00 dans toutes les structures hospitalo-universitaires du pays à compter du mercredi 13 juin 2018». Le Collectif a souligné que «cette décision intervient en signe de bonne volonté en réponse à la promesse de dialogue affirmée par le ministre de la Santé, mais également afin de trouver une issue favorable et rapide à cette crise qui n'a que trop duré et dont nos patients et la famille médicale sont les premières victimes». Les médecins résidents ont réaffirmé, par ailleurs, leur attachement aux revendications qu'ils ont déjà soulevées et qu'ils demeurent «mobilisés» pour «défendre leurs droits», pour rappel, les médecins résidents avaient fait état, dimanche dernier à Alger, de leur entière disposition à

reprendre le dialogue avec les ministères de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Les membres du Collectif autonome des médecins résidents algériens ont affiché, lors d'une conférence de presse, leur disposition à poursuivre le dialogue avec les deux ministères de tutelle, déplorant «le silence de ce dernier mois» en dépit de l'annonce de l'intention de reprendre les activités de garde en cas de reprise des négociations. A cette occasion, le D' Zahira Afiri, membre du Bureau, a appelé à «la nécessité de mettre fin à la grève qui perdure depuis plus de 8 mois», saluant la progression enregistrée dans le dialogue entre le Camra et le ministère de la Santé et qui a permis la présentation des propositions des médecins résidents même si aucune proposition n'a été reçue de la part du ministère de l'Enseignement supérieur. Pour sa part, le D' Mohamed Taïleb a déploré les conditions posées par les deux ministères pour la poursuite du dialogue, à savoir «la reprise des gardes et du travail», affirmant que «cette méthode ne mènera point au règlement de la crise qui n'a que trop duré pour tout le monde».

Examens du DEMS : participation du médecin résident sous condition de ne pas reprendre la grève

S'agissant de la participation aux examens



de l'obtention du DEMS (Diplôme d'études médicales spécialisées), le D' Taïleb a déploré les conditions imposées par certains professeurs pour les inscriptions, notamment «l'engagement du médecin résident de ne pas reprendre la grève», qualifiant ces comportements d'illégaux car l'examen est une évaluation des acquis scientifiques et de formation qui n'a rien à voir avec les revendications socioprofessionnelles. De son côté, le D' Hadjeb Meriem a estimé que «le ministère n'a pas respecté le calendrier des examens relatif à la première année de résidence et le rattrapage des autres épreuves pour l'obtention du DEMS, compliquant

davantage la situation». Prenant la parole à son tour, le D' Oussama Khadraoui a précisé que l'appel du ministère à la réinscription pour les examens était «illégal», étant donné que les médecins s'étaient déjà inscrits dans les différentes spécialités avant le boycott de ces examens, soulignant que seuls 5% des médecins résidents «n'avaient pas participé à ce mouvement de grève et poursuivent leurs études normalement». Pour rappel, les médecins résidents revendiquent l'annulation du caractère obligatoire du service civil, la dispense du service national, une meilleure formation et la révision du statut du médecin résident. **Thinine Khouchi**

— Boulangeries fermées et absence de fruits et légumes pendant l'Aïd —

Grand rush sur les produits alimentaires

■ A chaque Aïd, la même question se pose : les citoyens trouveront-ils des magasins pour s'approvisionner en produits de première nécessité, notamment le pain ? Cette crainte de pénurie a contraint les citoyens à se précipiter vers les marchés pour s'approvisionner en quelques produits alimentaires.



Par Meriem Benchaouia

L'Aïd El Fitr, c'est ce week-end et les familles algériennes, hantées par le spectre des commerces fermés, essaient d'anticiper au mieux les pénuries à venir, en stockant au maximum, de tout et de rien. Il faut dire que les fêtes religieuses dans la majorité des grandes villes sont toujours synonymes de privations, en raison du diktat des commerçants qui font fi de la loi. A chaque Aïd, la même question se pose : les citoyens trouveront-ils des magasins pour s'approvisionner en produits de première nécessité, notamment le pain ? Cette crainte de pénurie a contraint les citoyens à se précipiter vers les marchés pour s'approvisionner en quelques produits alimentaires. En dépit du durcissement des sanctions, des commerçants réfractaires ne respectent pas, probablement, l'obligation de permanence. Résultat : les citoyens préfèrent prendre les devants en se ruant sur les produits alimentaires de première nécessité. Le doute plane d'ores et déjà quant à la disponibilité, en quantités suffisantes, des produits alimentaires durant ces deux jours fériés et les jours qui suivront. Des efforts ont certes été consentis pour chan-

ger la donne et faire disparaître cette crainte des commerces fermés et éviter le rush sur les produits de première nécessité. Malheureusement, rares sont les commerces qui respectent les consignes du ministère, au grand dam des consommateurs. Ainsi, le département du Commerce mobilise pour cette année plus de 49 893 commerçants, au niveau national, contre 35 876 en 2017, afin d'assurer aux consommateurs un approvisionnement régulier en produits alimentaires et services de large consommation durant cette fête, a indiqué, hier, un communiqué du ministère du Commerce. En application des dispositions de l'article 8 de la loi 13-06 modifiant et complétant la loi 04-08 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, les services du ministère du Commerce ont ainsi élaboré un programme à l'effet d'éviter des perturbations dans l'approvisionnement. Cette permanence concernera 5 376 boulangers, 32 819 commerçants activant dans l'alimentation générale, fruits et légumes, 11 234 dans des activités diverses et 445 unités de production : 134 laiteries, 275 minoteries et 36 unités de production d'eau minérale. Le nombre de commerçants réquisitionnés a ainsi été renforcé et

revu à la hausse de l'ordre de 39% par rapport à l'année 2017, et ce, pour pouvoir assurer aux consommateurs une disponibilité fluide des produits, notamment de large consommation, précise le communiqué. A cet effet, 2 277 agents de contrôle ont été affectés à travers l'ensemble du territoire national pour le suivi de la mise en œuvre de ce programme des permanences. Rappelant l'adhésion habituelle des commerçants en vue d'assurer l'approvisionnement de la population durant les fêtes nationales et religieuses, le ministère du Commerce appelle les commerçants réquisitionnés à contribuer massivement à la réussite de cette opération. L'application de la permanence des commerçants pendant les fêtes légales, nationales et religieuses a commencé en 2012 suite à l'amendement de la loi 04-08 fixant les conditions de l'exercice des activités commerciales, par l'introduction d'une disposition obligeant les commerçants à assurer une permanence durant ces fêtes. Cette loi prévoit des sanctions à l'encontre des récalcitrants, dont la fermeture des locaux commerciaux pour une durée d'un mois assortie d'une amende allant de 30 000 à 200 000 DA.

Malgré les assurances de Naftal, les stations-service prises d'assaut

La crainte de la pénurie de carburant revient hanter les esprits des Algériens. Comme chaque année, à la veille de l'Aïd el-Fitr, les stations-service, bien que toutes soient ouvertes, sont envahies par les automobilistes qui viennent faire le plein. Pour ceux qui vont faire des déplacements à l'intérieur du pays, pas question de laisser le réservoir à sec. De longues files se forment alors, des heures durant. Une attente qui finit par harasser les plus téméraires, tant les habitudes des voitures se transforment en véritables fournaies. Pour tenter de rassurer les citoyens, l'entreprise nationale de distribution de carburant a affirmé que la distribution des produits pétroliers sera assurée durant les deux jours de Aïd el Fitr sur tout le territoire national. «Naftal informe son aimable clientèle que durant les deux jours de Aïd el Fitr et à l'instar des autres jours de l'année, les carburants et tous autres produits pétroliers seront disponibles à travers tout son réseau stations-service à l'échelle nationale 7j/7 et 24h24», note la même source.

M. B.

Algérie Télécom

Les agences commerciales ouvertes le deuxième jour de l'Aïd

Les agences commerciales principales (Actel) d'Algérie Télécom seront ouvertes durant le 2^e jour de l'Aïd el Fitr, annonce hier l'opérateur public dans un communiqué.

Ces agences commerciales seront ouvertes de 10h00 à 15h00 à travers l'ensemble du

territoire national, précise la même source, ajoutant qu'il s'agit pour la wilaya d'Alger des agences commerciales de Kouba, Bordj El Bahri, Bordj el Kiffane, Aissat Idir, Ben M'hidi, Bir Mourad Rais, Chérage, Bab El Oued et Zéralda. Pour ce qui est des autres agences concer-

nées à travers le pays, Algérie Télécom invite ses clients à consulter son site internet www.algeriatelecom.dz.

«Fidèle à la satisfaction de ses clients, Algérie Télécom s'engage à assurer le meilleur de ses services durant le deuxième jour de l'Aïd el Fitr, et ce, en

mobilisant des brigades techniques afin de garantir la continuité du service, la relève des dérangements et la maintenance du réseau tout au long de cette journée sacrée», souligne l'opérateur.

Slim O.

Gendarmerie nationale Aïd el Fitr : 24h/24h sur la brèche pour la sécurité des citoyens

DES DISPOSITIONS préventives seront prises par le Commandement de la Gendarmerie nationale à travers l'ensemble des wilayas du pays pour préserver la tranquillité des citoyens et garantir la continuité du service de sécurité 24h/24h durant les deux jours de l'Aïd el Fitr, indique hier un communiqué de ce corps de sécurité. «Dans le cadre de la poursuite de l'application du dispositif mis en place durant le mois sacré du ramadhan pour la protection des personnes et des biens, le commandement de la Gendarmerie nationale a pris des dispositions préventives durant les deux jours de l'Aïd el Fitr, en adaptant ses dispositifs opérationnels au niveau de toutes les wilayas du pays dans l'objectif de préserver la sécurité et la tranquillité publiques», précise la même source.

Des dispositions sont à cet effet prises pour «assurer la sécurité des citoyens lors de leurs déplacements et leur présence dans les lieux publics, notamment dans les lieux de prière, les cimetières et les lieux de loisirs», note la même source, précisant que «toutes les unités de la Gendarmerie nationale, telles que les unités territoriales, la sécurité routière, les sections et unités d'intervention sont par conséquent mobilisées, afin d'assurer une disponibilité continue, une intervention rapide, une aide nécessaire et un service de proximité de qualité à l'ensemble des citoyens». Ce dispositif préventif «sera appliqué par toutes les unités et formations de la Gendarmerie nationale, réparties sur l'ensemble du territoire national». «La multiplication et le renforcement des patrouilles, des points de contrôle et de fouille, à l'entrée des villes, des routes express et de l'autoroute Est-Ouest, de même que tous les axes routiers, dont les lignes ferroviaires, sont ainsi prévus dans ce sens», souligne-t-on. Le dispositif mis en place «permettra aussi d'assurer la sécurité des trains, des stations de transport de voyageurs, ainsi que la fluidité de la circulation, particulièrement dense à la fin du mois sacré du ramadhan, et marquée par un nombre élevé des voyageurs entre les wilayas», conclut la même source.

Amine H./APS

Djamel Brika, directeur des relations publiques auprès de la Direction générale des douanes :

«On ne veut pas que la douane soit un frein pour le tourisme»

■ Désormais, les fameuses restrictions douanières ne seront plus un frein pour le tourisme. Dans cet entretien, le directeur des relations publiques et de l'information auprès de la Direction générale des douanes, Djamel Brika, revient sur l'amélioration de la qualité de service offert aux touristes et sur les difficultés que rencontre la douane surtout avec les touristes étrangers.

Propos recueillis par Louiza Aït Ramdane

Le Jour d'Algérie : La saison estivale approche. Quelles sont les nouvelles mesures prises pour faciliter l'accueil des touristes ?

Le contrôle systématique de touristes d'antan laisse place à un contrôle sélectif des touristes algériens ou étrangers à la faveur du décret exécutif fixant les modalités d'exercice du contrôle sélectif des voyageurs par l'administration des douanes, publié au Journal officiel le 14 février dernier. Ainsi, les Douanes algériennes passeront à un contrôle sélectif et ciblé des voyageurs présentant un risque par rapport à leur identité ou à leur objet, leurs effets personnels ou leurs moyens de transport. On ne veut pas que la douane soit un frein pour le tourisme, donc on a essayé d'alléger au maximum les formalités de passage des touristes. Par contre, le contrôle est difficile pour les étrangers à la sortie, surtout pour le site du Sahara, parce qu'il y a beaucoup de tou-

ristes qui rentrent en Algérie, notamment des scientifiques et experts, dans le but de chercher des objets précis de valeur pour les faire sortir du pays. Pour cela, on a créé une brigade de protection des biens culturels qui sillonne le désert et surveille les touristes pour les empêcher de ramener avec eux les objets de valeur. Cependant, parmi les nouveautés, la douane a aussi mis en place des tutoriels vidéo sur notre site internet WWW.GV.DZ, pour faire connaître toutes les démarches, les lois et règlements aux touristes qui veulent visiter l'Algérie. Elles sont actuellement disponibles en trois langues, arabe, français, anglais et à partir de la semaine prochaine en langue espagnole.

Et pour faciliter le contrôle des Algériens qui veulent partir dans les pays voisins ?

Les voyageurs ne sont plus tenus à présenter leurs documents aux douaniers lorsqu'ils quittent le territoire algérien. L'introduction du TPD électronique (Titre de passage en douane)



Ph/E. Soraya/J. A.

ne) permettra aux voyageurs de remplir le titre de passage en douane sur notre site web. Ils vont l'imprimer et le présenteront au bureau de douane. Cette année aussi on va lancer la déclaration devise électronique: le voyageur va la remplir sur le site web, l'imprimer et la présenter au niveau des douanes. Nous sommes aussi sur un nouveau site web qui sera opérationnel au mois d'avril prochain. Un

site très dynamique qui permettra d'avoir accès à toutes les formalités de dédouanement et les informations utiles pour le voyageur. Parmi les aspects les plus importants de ce nouveau site, nous trouvons l'élargissement des e-services comme la gestion électronique de l'activité douanière. Avec les améliorations et facilitations des mesures d'entrée et de sortie du territoire national, avez-vous pris en

considération la problématique des vols qui touchent les bagages, surtout que c'est un problème pertinent dont se plaignent les voyageurs. Je peux dire que le phénomène du vol des bagages a beaucoup diminué par rapport aux années précédentes. Je demande à l'occasion à tous les voyageurs à ne pas faire confiance aux inconnus lorsqu'ils vous confient un quelconque bagage. **L.A.R.**

Houda Faraoun en visite à Tizi Ouzou

Ouverture d'une agence Algérie Télécom et réouverture de bureaux de poste

La ministre de la Poste et Technologies de l'Information et de la Communication (PTIC), Mme Houda-Imane Faraoun était, hier, en visite d'inspection dans la wilaya de Tizi Ouzou où elle a procédé à l'inauguration de plusieurs structures et inspecté des chantiers relevant de son secteur.

L'entame de sa visite a été la nouvelle agence d'Algérie Télécom de la ville du chef-lieu de wilaya, après avoir fait objet de travaux de réaménagement et de réhabilitation. Sur les lieux, les responsables locaux au sein de

son département ont présenté un point de situation du secteur en termes d'installations, de structures et des services existants dans la wilaya.

La délégation s'est rendue ensuite dans l'établissement pour enfants assistés (EEA) de Boukhalfa, avant d'inspecter le projet FTTH (fiber to the home) et de la calligraphie. Quatre artistes travaillent sur la calligraphie de 17 tableaux en céramique à la salle d'honneur, en sus d'une autre équipe de plâtriers chargée du décor des couloirs, des plafonds et des murs. Cette visite nocturne s'inscrit dans le cadre du suivi du taux d'avance-



Ph/M. Zaïouk/J. A.

ministre a procédé à la réouverture du bureau de poste longtemps fermé, après une opération de réhabilitation. Idem pour les bureaux de poste de Timizart Loghbar (Tizi Ouzou) et Tala Amara (Tizi Rached), alors que dans la commune d'Ait Aïssa Mimoun la situation du déploiement de la 4GLTE a été présentée par les responsables locaux du secteur. La délégation ministérielle devait également se rendre au village Tamassit dans la commune des Aghribis pour l'inauguration d'un bureau de poste. **Hamid M.**

Grande mosquée d'Alger

L'aspect artistique dans le décor mis en exergue

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a mis l'accent, lors d'une visite d'inspection qu'il a effectuée mardi soir à la Grande mosquée d'Alger, sur l'importance de l'aspect artistique en matière de décor intérieur et d'aménagement extérieur de la mosquée. Lors de sa visite au chantier du projet en compagnie du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi et du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, pour s'enquérir de l'avancement des travaux, M. Temmar a précisé que le design intérieur et extérieur de la mosquée devrait refléter le cachet algérien authentique et le style islamique. A ce propos, le ministre a instruit les responsables du projet de conclure des contrats avec des artistes en céra-

mique et en décor et de leur réunir toutes les conditions favorables. Accompagnés d'une délégation, les deux ministres ont écouté les préoccupations des artistes designers, affirmant l'impératif de réunir toutes les conditions leur permettant de réaliser des œuvres à la hauteur de Djemaa El Djazair. Le secteur de la Culture prendra part également à cette opération en désignant un artiste spécialisé à la tête de l'équipe chargée du décor et de la calligraphie. Quatre artistes travaillent sur la calligraphie de 17 tableaux en céramique à la salle d'honneur, en sus d'une autre équipe de plâtriers chargée du décor des couloirs, des plafonds et des murs. Cette visite nocturne s'inscrit dans le cadre du suivi du taux d'avance-

ment des travaux et encourager les ouvriers à poursuivre leurs efforts afin de respecter le calendrier fixé par le secteur, estime M. Temmar. Elle permet également le contrôle de la qualité de l'éclairage artistique et en laser, ajoute-t-il. «C'est un projet grandiose initié par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dont la réalisation devrait maintenir la même cadence afin de le réceptionner dans les délais fixés», a-t-il poursuivi, insistant sur l'importance de l'étroite coordination entre les responsables du projet afin de lever tous les obstacles entravant son avancement. Pour sa part, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a précisé que l'aspect artistique enrichira davantage cette œuvre architec-

turelle religieuse, culturelle et scientifique, mettant en avant la contribution des artistes algériens en matière de mosaïque et de calligraphie. L'Algérie est l'une des écoles de référence en la matière, a-t-il avancé, ajoutant : «Nous avons rencontré plusieurs artistes ayant une expérience avérée dans ce domaine qui ont présenté des conceptions importantes à même de rajouter une touche spéciale à la réalisation de la mosquée». De son côté, le wali d'Alger a fait savoir qu'un bureau d'études avait été chargé de l'élaboration d'une étude sur la coordination des travaux de décoration intérieure avec la façade donnant sur la promenade des Sablettes et l'aménagement de Oued El Harrach. **Saty T.**

Pétrole

Le Brent à plus de 75 dollars

■ Les cours du pétrole régressaient hier en cours d'échanges européens, alors que la hausse des productions de l'Arabie saoudite a été confirmée par l'Agence internationale de l'Energie (AIE) et avant les données sur les stocks américains.

Par Assia D.

A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 75,57 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 31 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de juillet cédait 14 cents à 66,22 dollars. Le rapport mensuel de l'AIE, comme celui de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) publié la veille, fait état d'une hausse de la production du premier exportateur mondial, l'Arabie saoudite. A 10,02 millions de barils par jour, le pays reste néanmoins en deçà de son objectif de production, fixé fin 2016 par l'Opep et avec dix pays partenaires. En revanche, selon l'AIE, la production russe, autre participant de l'accord, est restée stable, là où l'Opep a fait état d'une légère augmentation. «L'Arabie saoudite et la Russie augmentent déjà leur production et vont demander une nouvelle hausse lors de la réunion de l'Opep et de ses partenaires la semaine prochaine», a commenté un analyste. Alors que les deux géants pétroliers réclament que les objectifs de production, fixés jusqu'à fin 2018, soient augmentés, d'autres membres de l'organisation, comme l'Irak et l'Iran, préféreraient voir l'organisation continuer ses efforts pour maintenir le pétrole à des prix élevés. Les marchés prendront également connaissance mercredi des données hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les



PHOTO R.

stocks des Etats-Unis. Pour la semaine achevée le 8 juin, les analystes tablent sur une baisse des stocks de brut de 1,25 million de barils mais sur des hausses des réserves d'essence (+1 million de barils) et de celles d'autres produits distillés (diesel et fioul de chauffage, +500 000 barils), selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg.

L'AIE met en garde sur le déclin de la production en Iran et au Venezuela

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a mis en garde hier sur le déclin prévisible des productions pétrolières de l'Iran

et du Venezuela. L'agence estime que les productions de ces deux pays pourraient être inférieures de 1,5 million de barils par jour (mbj) à ce qu'elle est aujourd'hui d'ici la fin de l'année prochaine. Il s'agit d'un scénario et non d'une prévision, précise-t-elle dans son rapport mensuel sur le marché pétrolier. Dans le cas de l'Iran, visé par un retour des sanctions américaines, elle envisage une perte en termes d'exportations proche de celles enregistrées lors des précédentes sanctions, même si cela reste «incertain».

Pour ce qui est du Venezuela, frappé par une grave crise politique, «nous supposons qu'il n'y aura aucun répit dans l'effondrement de la production qui a retiré

1 mbj du marché ces deux dernières années», écrit l'AIE. «Pour combler ces pertes, nous estimons que les pays du Moyen-Orient appartenant à l'Opep pourraient augmenter leur production assez rapidement d'environ 1,1 mbj et que la production russe pourrait augmenter au-delà de la hausse déjà anticipée».

Mais l'AIE estime que même si le déficit de production de l'Iran et du Venezuela était comblé, «le marché sera en équilibre instable l'an prochain et vulnérable à des hausses de prix dans l'éventualité de nouvelles perturbations».

L'Opep et ses partenaires hors Opep – dont la Russie – sont liés par un accord de limitation de leur production entré en

vigueur début 2017, ayant pour but de soutenir les cours. Les pays concernés doivent discuter de l'avenir de leur accord le 22 juin à Vienne.

L'Arabie saoudite et la Russie ont dit vouloir mettre sur la table une hausse des seuils de production. L'AIE estime que la question des exportations de l'Iran et du Venezuela devrait dominer l'ordre du jour de cette réunion cruciale. Pour 2019, l'AIE estime que la demande mondiale de pétrole devrait augmenter de 1,4 mbj, un niveau comparable à la progression de cette année, grâce à la croissance économique et à la stabilisation des cours.

A. D./APS

Changes

L'euro stable face au dollar

Leuro se stabilisait hier face au dollar, en l'attente de l'issue de la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine et la conférence de presse de son président, plus tard dans la journée. En fin de matinée, la monnaie unique européenne valait 1,1743 dollar contre 1,1745 dollar mardi soir. La devise européenne montait face à la monnaie nipponne à 129,90 yens, contre 129,64 yens mardi soir. Le dollar progressait lui aussi face à la devise japonaise à 110,63 yens, contre 110,37 yens la veille. Hier, le marché avait les yeux tournés vers la réunion de la Fed et la conférence de presse de son président Jerome Powell, qui doivent avoir lieu plus tard dans la journée. Les cambistes s'interrogent depuis plusieurs mois sur le nombre de hausses de taux en 2018, hésitant entre trois et quatre. Cette interrogation a été renforcée par la diffusion mardi

des chiffres sur l'inflation aux Etats-Unis, qui ont poursuivi une modeste progression en mai tout en faisant grimper l'inflation annuelle à 2,8% sur un an, au plus haut depuis 2012. «Plus un ralentissement du cycle de hausse des taux de la Fed deviendra probable et plus les signaux de resserrement monétaire attendus demain de la part de la BCE se refléteront dans le taux de change euro/dollar», ont également souligné les analystes. La Banque centrale européenne

(BCE) pourrait en effet annoncer aujourd'hui une date de fin à son programme de rachat d'actifs, une perspective qui a alimenté depuis la semaine dernière une hausse de la monnaie unique. La BCE a acheté depuis mars 2015 pour plus de 2 400 milliards d'euros d'obligations sur le marché, afin de soutenir la croissance et les prix, et continue de le faire au rythme de 30 milliards d'euros par mois, et ce, au moins jusqu'à septembre. Enfin, vendredi, ce sera au tour de la Banque du

Japon d'annoncer sa dernière décision de politique monétaire. En outre, mardi, le billet vert avait profité de la publication d'un article du Wall Street Journal selon lequel le président de la banque centrale américaine envisageait d'effectuer une conférence de presse après chaque Comité de politique monétaire (FOMC). Ce groupe se réunit actuellement huit fois par an, une rencontre systématiquement suivie d'un communiqué mais seulement quatre fois

par an d'une conférence de presse. Selon des analystes, le marché partant pour l'instant du principe que toute hausse de taux ne peut être annoncée qu'à l'issue d'un FOMC où le président de l'institution prend la parole, cette nouvelle organisation pourrait signaler que la Fed s'ouvre la possibilité de relever plus facilement ses taux directeurs. Hier matin, la monnaie chinoise valait 6,4051 yuans pour un dollar contre 6,4028 yuans mardi après-midi.

Faiza O.

Zone euro

La production industrielle en baisse de 0,9% en avril

La production industrielle dans la zone euro a reculé de 0,9% en avril par rapport à mars, a annoncé hier l'Office européen de statistiques Eurostat. Cette baisse est plus forte que celle attendue par les analystes interrogés par le fournisseur de services financiers Factset, qui

tablaient sur un recul de 0,55%. En mars par rapport à février, la production industrielle avait progressé de 0,6% dans la zone euro, ajoute Eurostat. En avril 2018 par rapport au même mois de 2017, elle a augmenté de 1,7% dans les 19 pays ayant adopté la monnaie unique. Les

analystes s'attendaient à une hausse de 2,8%. La baisse de 0,9% en avril comparé à mars est due «aux baisses de 5,0% de la production d'énergie, de 2,2% de biens de consommation durables, de 1,2% de biens de consommation non durables et de 0,8% de biens intermé-

dières», explique Eurostat dans un communiqué. Dans le même temps, «la production de biens d'investissement a augmenté de 1,9%», est-il souligné. Dans l'ensemble des 28 pays de l'UE, la production industrielle a reculé de 0,8% en avril et a progressé de 1,7% sur un an.

R. E.

Mostaganem

Lancement de la réalisation de 1 100 logements AADL

■ Les travaux de réalisation de 1 100 logements nouveaux de location/vente AADL ont été lancés dans trois communes de la wilaya de Mostaganem et 545 arrêtés d'aide à la construction d'habitations rurales ont été distribués dans 18 communes.

Par Lyes B.

Le wali de Mostaganem, Mohamed Abdenour Rabhi, a, à cette occasion, posé la première pierre pour la réalisation de 400 logements dans la commune de Sidi Lakhdar (50 km à l'est de Mostaganem), au titre du programme de location/vente AADL qui seront concrétisés dans un délai de 18 mois. Les travaux de réalisation de 700 autres logements location/vente ont été lancés dans la commune de Sidi Ali (300 logements), et 400 autres unités dans la commune de Achaacha. M. Rabhi a demandé à l'entreprise chargée des travaux de respecter les délais du

contrat et la remise des projets, avec adaptation de l'aménagement externe à l'environnement des logements, dans les délais impartis. Le wali de Mostaganem a inspecté également le projet de réalisation du groupe d'habitat rural composé de 20 logements, lancés en travaux dernièrement au douar de Ouled Kaddour, dans la commune de Benbadelmalek Ramdane (30 km à l'est de Mostaganem). Ce projet entre dans le cadre du programme de réalisation de 90 logements dans quatre groupes d'habitat rural dans les villages de Ouled Kaddour (Benbadelmalek Ramdane), Dradeb, dans la commune de

Stidia, Sidi Medjdoub à Hassi Mameche et à Ain Sidi Cherif. Pas moins de 545 arrêtés d'aide rurales ont été remis à leurs bénéficiaires mardi à travers 18 communes de la wilaya au titre du programme des 2 000 aides à l'habitat rural, dont la wilaya a été destinataire dernièrement. En outre, les autorités locales ont présidé une cérémonie symbolique de remise des arrêtés à un nombre de bénéficiaires, dont la famille des chouchada Maghthit Habib et Benkerroum Abdelkader, morts dans le crash de l'avion militaire de Boufarik (Blida) en avril dernier. Le wali a indiqué, à l'occasion, que plus de 19 000 nouveaux logements sont



en cours de réalisation dont promotionnels aidés LPA et 2 000 1 300 de location/vente, 1 500 aides à l'habitat rural. L. B./APS

Batna / Commune de Lemsane

Raccordement au réseau d'électrification rurale de 50 foyers

La mise en service du raccordement au réseau d'électrification rurale au profit de 50 familles vivant dans deux régions enclavées de la commune de Lemsane, relevant de la daïra de Ouled Si Slimane, située à l'ouest de la ville de Batna à environ 50 km, a eu lieu dans une ambiance festive. Cette opération, présidée par le wali de Batna, Abdelkhalek Sayouda, a ciblé 30 familles du lotissement n° 2 et 20 autres familles dans le village de Bouinsen et ce, dans le cadre d'une opération d'extension. Une inspection des villages de Ouled Ouech et Ouled Bitam,

comptabilisant respectivement 147 et 34 familles devant être raccordées au réseau électrique a été opérée à l'occasion, et les travaux sont estimés 60% pour un délai de réalisation de 18 mois, a affirmé la directrice locale de l'énergie, Razika Yahiaoui. Cette même responsable a également indiqué que le projet englobe au total le raccordement des concentrations urbaines de Ouled Ouech et Ouled Bitam, le lotissement n° 2 et l'extension de Lemsane, pour un montant financier estimé à 55,646 millions de dinars financés sur le budget de la wilaya, en vue de

raccorder 220 familles à raison de 252 000 DA par foyer. Après avoir écouté les inquiétudes des citoyens de Bouinsen, le wali de Batna a promis de prendre en charge la réalisation d'une route reliant ce village à la RN 86, sur budget de la wilaya, ajoutant que cette région allait bénéficier d'une opération de raccordement au gaz naturel dans le cadre d'un programme spécial dont a bénéficié la wilaya lors de la dernière visite du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire à Batna. **Hocine A.**

El Tarf Une production de plus 19 000 quintaux de légumineuses attendue

UNE PRODUCTION de l'ordre de 19 303 quintaux de légumineuses est attendue dans la wilaya d'El Tarf à la faveur de la campagne de collecte 2017-2018, a-t-on appris mardi du directeur local des services agricoles (DSA). Selon Kamaleddine Benseghir, cette récolte prévisionnelle sera réalisée sur 1 928,5 hectares dont 134 ha consacrés à la culture des lentilles et 15,4 autres pour le pois chiche, répartis sur les localités de Besbes, Dréan et Cheffia et, à un degré moindre, à Boutheldja, El Chatt, Chihani et Chebaita Mokhtar. La culture des légumineuses enregistre «un regain d'intérêt» auprès des agriculteurs, après de nombreuses années d'abandon, notamment pour la culture des lentilles, a relevé le DSA, précisant que 571 agriculteurs s'adonnent depuis trois saisons à relancer la culture des légumes secs. Aussi, une croissance des rendements a été relevée, à indiqué la même source, soulignant que la superficie consacrée à la culture des légumes secs est passée de 850 hectares durant la campagne 2015-2016 à 1 281 ha, ayant donné 15 260 quintaux au cours de la saison agricole 2016-2017. La production devant être réalisée au terme de la campagne de récolte qui sera lancée «incessamment» et orientée vers la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) d'El Tarf qui compte une superficie agricole utile (SAU) de 73 173, soit 88% de la superficie agricole globale de la wilaya. **R. R.**

Biskra / Pour améliorer l'approvisionnement en électricité Vers l'installation de 9 transformateurs de haute tension

Neuf nouveaux transformateurs de haute tension seront installés dans la wilaya de Biskra pour améliorer l'approvisionnement en électricité, a révélé le responsable des relations publiques à la direction locale de la Société algérienne de distribution de l'électricité et de gaz (SDC), Abderraouf Bakhoucha. «Ces transformateurs permettront d'améliorer la qualité de service en matière d'électricité pour répondre à la consommation croissante de cette énergie qui a

doublé à raison de 163,5 GWh l'année précédente, sur une consommation totale de 2 229,7 GWh», a indiqué le responsable. Les communes, qui ont connu une expansion urbanistique significative, bénéficieront de nouveaux transformateurs dès leur mise en service, à l'instar d'El Hadjeb, Doucen, Ourlal, Chetma, Sidi Khaled, El Ghroul et El Outaya en plus de la partie Ouest du chef-lieu, a précisé la même source. Pour faire face à l'augmentation de la consommation

d'électricité à l'approche de l'été, deux transformateurs mobiles ont été installés dans la commune d'El Hadjeb et la région d'El Alia dans la commune de Biskra, comme solution d'urgence en attendant l'installation des transformateurs programmés. A cet effet, dans le cadre du programme élaboré pour l'été 2018, l'installation de 11 transformateurs de basse et moyenne tension a été opérée dans plusieurs communes, avec 5 transformateurs actuellement en service, alors

que les 6 restants devront être mis en service «prochainement», selon le responsable. Par ailleurs, afin de fournir une énergie de qualité et maintenir l'équilibre du réseau et ses installations, la direction de l'entreprise a mené différentes campagnes de sensibilisation, a relevé M. Bakhoucha, citant notamment l'importance de rationaliser la consommation de l'énergie électrique pour réduire la demande annuelle, mais aussi pour diminuer la facture de consommation électrique. **A. O.**

Céréaliculture à Aïn Defla Une production de 2 millions de quintaux attendue

Une production prévisionnelle de deux millions de qx de céréales est attendue à Aïn Defla au titre de la saison agricole 2017-2018, avec une hausse de près de 33% par rapport à celle réalisée la saison dernière (1,34 millions qx), a révélé un responsable de la direction locale des services agricoles (DSA). «Le blé dur et l'orge occupent quelque 96% de la superficie emblavée estimée à 75 000 ha», a indiqué le chargé des statistiques à la même direction, Amar Saâdi. La tendance à la hausse concerne également la collecte qui devrait atteindre 1,1 million qx, soit 350 000 qx de plus par rapport à la saison dernière (750 000 qx), a-t-il précisé,

faisant remarquer que la campagne moisson-battage s'était, à ses débuts, focalisée sur la partie ouest de la wilaya (El Attaf, Djellida et Bir Ould Khélifa). L'augmentation de la production est notamment justifiée par le bilan hydrique positif de l'actuelle campagne, laquelle a enregistré une pluviométrie de plus de 550 mm, meilleure que celle de l'année dernière (320 mm), a souligné M. Saâdi, mettant également en avant le rigoureux suivi technique des plants. «Les mois d'avril et de mai, connus généralement pour la faiblesse des précipitations qui y sont enregistrées ont, cette fois-ci, dérogé à cette règle», a-t-il ajouté, faisant état d'un rende-

ment dépassant les 25 qx/ha. Quelque 400 moissonneuses ont été mobilisées dans cette campagne moisson-battage, a-t-on fait savoir, informant de la mise sur pied d'un comité de wilaya englobant la DSA, le Conseil interprofessionnel de la filière, la Coopératives de céréales et légumes secs (CCLS) ainsi que la Chambre d'agriculture en vue d'assurer le suivi et l'évaluation de l'opération. Plus de 8 400 céréaliculteurs activent sur le territoire de la wilaya, a-t-on relevé, soulignant que la céréaliculture est notamment pratiquée dans les régions de Djendel, El Abadia et Aïn Lechiakh. **K. O./APS**

Sahara occidental/Comité des 24

Les pétitionnaires réitèrent le droit inaliénable à l'autodétermination

■ Les pétitionnaires sur le Sahara occidental ont réitéré, à New York, le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, appelant les Nations unies à prendre les mesures nécessaires pour parachever la décolonisation du Sahara occidental.

Par Sara H.

S exprimant lors de la session de fond du Comité spécial de décolonisation de l'ONU, dit Comité des 24, qui se tient à New York, le représentant du Front Polisario, M. Sidi Mohamed Omar, a déclaré que depuis 27 ans, le Maroc fait obstacle à l'organisation du référendum d'autodétermination, poursuit sa politique d'annexion et tente de modifier la composition démographique du territoire. «C'est l'occupation et l'annexion marocaines qui sont le principal obstacle à la décolonisation de ce territoire», a tenu à rappeler le délégué sahraoui. «La puissance occupante persiste dans ses tentatives de porter atteinte au droit inaliénable de notre peuple à l'autodétermination et à l'indépendance. Pour ce faire elle a eu recours à la manipulation, à la désinformation, à l'intimidation et au sabotage», a dénoncé le représentant du Front Polisario. Insistant sur le fait que le Front Polisario est le seul représentant «légitime» du peuple sahraoui, M. Sidi Mohamed Omar a souli-

Libye Des victimes dans un double attentat suicide à Derna

UN DOUBLE attentat suicide a visé des forces de l'Armée nationale libyenne (ANL) à Derna, dans l'est de la Libye, faisant des victimes, selon un porte-parole de ces forces. Les attaques ont été menées mardi à l'aube dans la région de Chiha, dans le sud de Derna, des explosions ayant été entendues dans toute la ville, a précisé ce porte-parole, Khalifa al-Abidi. M. Abidi n'a pas donné un bilan précis des attaques, indiquant que des civils figurent parmi les victimes, citant seulement le cas d'une famille dont le toit de la maison s'est effondré à cause des explosions. M. Abidi a indiqué que l'ANL «avance à pas sûrs pour libérer une zone très restreinte restante avant la libération de toute la ville de Derna». Il a accusé les «terroristes d'avoir recours à des attentats suicides après leur incapacité à affronter l'ANL». Les Nations unies ont exhorté vendredi les chefs de commandement en Libye à prendre toutes les mesures possibles pour protéger les civils, comme la situation humanitaire dans la ville côtière de Derna s'est aggravée après trois semaines de combats.

R. M.



gné devant le Comité que le conflit au Sahara occidental est une question évidente de décolonisation inscrite à l'ordre du jour de l'ONU depuis 1963. Le représentant sahraoui a rejeté les arguments fantaisistes du Maroc pour convaincre le Comité du contraire, et a rappelé que le processus de décolonisation a été violemment interrompu quand le Maroc a envahi le Sahara occidental en 1975, «une invasion dénoncée par l'Assemblée générale à plus d'une occasion», a-t-il indiqué. Le Maroc, a-t-il poursuivi, tente de priver le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination et multiplie les stratégies et les menaces. «Que la question du Sahara occidental soit encore à l'ordre du jour du Comité des 24 montre bien clairement que c'est bien une question de décolonisation», a soutenu le repré-

sentant sahraoui, invitant «l'ONU et la communauté internationale dans son ensemble à assumer leurs responsabilités en envoyant au Maroc un message fort que le droit inaliénable des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance ne peut être indéfiniment tenu en otage par l'intransigeance d'une puissance occupante». «Si rien n'est fait, le comportement irresponsable et agressif du Maroc pourrait mettre en danger la paix et la sécurité dans toute la région», a-t-il prévenu. «Ce comité doit dire les choses telles qu'elles sont au Maroc et lui demander de mettre fin à son occupation et à son annexion pour que notre peuple puisse jouir de sa liberté et de son indépendance à l'instar des autres peuples du monde», a-t-il réclamé. Sidi Mohamed Omar a appelé le Comité des 24 à effectuer une mission sur le terrain,

relevant que la dernière visite du Comité aux territoires sahraouis remonte à 1975. De son côté le pétitionnaire Ahmad Mohamed Fall a exhorté la France à cesser de soutenir l'occupation du Sahara occidental, dénonçant dans son intervention l'implantation de millions de mines par le Maroc dans la zone tampon en violation flagrante du droit international qu'il est tenu de respecter. Intervenant lors de cette séance consacrée à la décolonisation du Sahara occidental, M. Nama Chahir a condamné les élections législatives tenues dans les territoires occupés, en affirmant que le Front Polisario est le seul et unique représentant du peuple sahraoui. Nama Chahir a dénoncé, à son tour, les violations des droits de l'Homme commises par le Maroc, qui rappellent l'oppression de l'apartheid, s'indignant contre la poli-

tique de la terre brûlée menée par le Maroc qui a commis un génocide contre un peuple qui attend de pouvoir d'exercer son droit à l'autodétermination. Le Maroc est «un expert» de la violation de la liberté de la presse et empêche les journalistes étrangers de se rendre dans les territoires occupés, a dénoncé de son côté Aghela Aba, indiquant que les restrictions imposées à la presse visent à étouffer la liberté d'expression et à réprimer les journalistes qui couvrent la situation sur place. M. Mohamed Ali Arkoukou, représentant d'une ONG basée aux Etats-Unis qui active auprès des réfugiés sahraouis, a réclamé l'organisation rapide du référendum en indiquant que le Maroc s'adonne au «jeu de passe-passe» pour essayer de justifier son occupation.

S. H./APS

Tunisie

Polémique sur certaines propositions de la Commission des libertés et de l'égalité

La Commission des libertés individuelles et de l'égalité a publié mardi son rapport sur son site Web officiel, après l'avoir présenté au président de la République, Béji Caïd Essebsi. Le rapport a inclus des réformes liées aux libertés individuelles et aux droits de l'homme selon la Constitution de janvier 2014. Slaheddine Jrouchi, membre de la Commission, nous parle des principales propositions contenues dans le rapport de 120 pages. Concernant la méthodologie, Jrouchi a indiqué que la Commission a adopté des sources variées pour l'élaboration de son exposé et ses propositions afin de mettre certaines questions dans un contexte général. La Commission a pris en compte la dimension sociologique et religieuse, sans entrer en contradiction avec la Constitution tunisienne assure Jrouchi, ajoutant que le rapport a abordé plusieurs sujets liés aux libertés individuelles et à l'égalité, dont la

succession, l'homosexualité, le statut de chef de famille et le choix du nom de famille. «Nous soulignons que les propositions faites par le Comité sont : l'abolition de la peine de mort, l'abrogation de la criminalisation de l'homosexualité. Le droit à la protection des données personnelles, l'inviolabilité des habitations, des correspondances et des communications. La liberté de mouvement et de résidence. La liberté des arts et l'arrêt des restrictions sur les droits religieux. L'égalité dans la succession, les conditions du mariage. L'annulation de la fermeture des cafés durant le mois le ramadhan», a-t-il dit. Concernant les rumeurs qui ont circulé sur certaines propositions, Jrouchi a tenu à clarifier que les bruits qui ont couru sont faux comme la rumeur selon laquelle le fils peut choisir entre le nom de son père ou de sa mère, alors que la Commission a suggéré la possibilité pour le fils d'ajouter, s'il le désire, le nom de famil-

le de sa mère à celui de son père, en vue d'honorer sa procréatrice. Sur la question de la suppression de la criminalisation de la normalisation avec Israël, notre interlocuteur a indiqué que le rapport n'a jamais évoqué la question de la normalisation, parce qu'elle ne touche ni à l'égalité ni aux libertés individuelles. Il a ajouté que cette question est une décision nationale, collective et ne fait pas partie des prérogatives de la Commission. Il a souligné que suite à la publication du rapport, tout le monde pourra désormais émettre des critiques basées sur des données objectives. Le rapport sera aussi soumis à une discussion générale au Parlement conformément au chapitre 60. C'est l'A.R.P qui statuera sur l'ensemble des lois soumises dans le rapport.

A. O./Agences

CIMA Motors

Lancement de l'assemblage de l'utilitaire Hyundai H1



Par Mendaci Mohamed

CIMA Motors, filiale du groupe Tahkout, distributeur exclusif de Hyundai et de l'usine TMC en Algérie, dévoile le nouveau utilitaire léger Hyundai H-1, en deux configurations, fourgon et vitrée.

Vous êtes loueur, transporteur, commerçant, artisan ou particulier, l'H-1 est le véhicule qui répondra efficacement à vos exigences. Doté d'un côté pratique

optimal, le H-1 est disponible en deux configurations fourgon (02 places) et vitrée (08 places). «Notre choix c'est porté sur l'utilitaire H1 du fait de la grande demande de la clientèle sur ce produit, d'autant plus que pour le moment, il n'y a pas sur le marché national ce type d'utilitaire», a affirmé Billel Tahkout, vice-président du Groupe Tahkout.

Son plus grand atout loge sous son capot, qui ne devrait pas laisser le conducteur indiffé-

rent face à ce véhicule. Il s'agit du moteur 2,5 litres TCI, offrant d'excellentes performances et 100 chevaux de puissance à 3800 tours par minute, et une économie de carburant avec une consommation inférieure aux 10 l/100 km.

Quelle que soit la version choisie, le Hyundai H-1 est prêt à répondre à tous vos besoins. Sa version tôlée dispose d'un espace de chargement de 4.426 let est équipée d'une cloison inté-

rieure en acier avec vitre et d'un châssis renforcé, adapté à sa capacité de chargement de 1 062 kg.

La suspension du nouveau H-1 est remarquablement flexible, avec une suspension McPherson à l'avant et des ressorts hélicoïdaux à cinq bras (8places) ou des ressorts à lames (2 places) à l'arrière. La combinaison est suffisamment robuste pour faire face à la route lorsque le véhicule est entièrement chargé, cela en demeurant assez souple pour offrir aux

occupants une conduite confortable quelle que soit la charge.

Le Hyundai H-1 assure le confort du conducteur grâce à un siège réglable en hauteur, des vitres à commande électrique, un dispositif de verrouillage central des portières, l'air conditionné et tout un choix d'espaces et pochettes de rangement ainsi qu'un porte-gobelets. Le constructeur prévoit d'assembler plus de 2 000 unités de ce modèle d'ici à la fin de l'année.

Citroën

Nouveau SUV C5 Aircross

CITROËN DÉVOILE

aujourd'hui la version européenne du nouveau SUV C5 Aircross et poursuit ainsi son offensive SUV internationale. Nouveau flagship de la marque et cohérent des derniers modèles Citroën, ce SUV



Nouvelle Génération, inspiré par les attentes des clients, est doté d'un caractère unique et affirmé. Il propose une offre de personnalisation inédite avec 30 combinaisons extérieures.

Porteur du programme Citroën Advanced Comfort, le nouveau SUV C5 Aircross est le SUV le plus modulable et le plus confortable de son segment. Equipé des suspensions avec butées hydrauliques progressives et des sièges Advanced Comfort, il propose une nouvelle expérience à bord typiquement Citroën.

Il dispose également d'une modularité unique avec 3 sièges arrière individuels coulissants, escamotables et inclinables, et un coffre Best in Class de 580 L à 720 L. Moderne et high-tech, il reçoit 20 technologies d'aides à la conduite dont le Highway Driver Assist, dispositif de conduite autonome de niveau 2, ou le Grip Control avec Hill Assist Descent pour sortir des sentiers battus, ainsi que 6 technologies de connectivité, notamment la recharge sans fil pour smartphone. Produit en France dans l'usine de Rennes - La Janais, le nouveau SUV C5 Aircross sera commercialisé en Europe et dans le reste du monde fin 2018, et sera le premier véhicule Citroën à disposer d'une version Plug-In Hybrid PHEV fin 2019. Après C3 Aircross, véritable succès commercial avec 80 000 ventes, puis C5 Aircross, lancé en Chine et déjà vendu à 40 000 exemplaires, et enfin C4 Aircross dévoilé fin avril au salon de Pékin, Citroën poursuit son offensive SUV internationale en dévoilant la déclinaison européenne de C5 Aircross. Doté d'un combiné numérique TFT de 12,3" et d'une tablette tactile 8" à écran capacitif, le nouveau SUV C5 Aircross dispose de 20 technologies d'aides à la conduite de dernière génération, telles que le Highway Driver Assist dispositif de conduite autonome de niveau 2, ainsi que de 6 technologies de connectivité avancées. Ultra connecté, il propose la recharge sans fil par induction, ou encore la ConnectedCAM Citroën. Il est doté de motorisations essence et diesel efficaces et performantes de 130 ch à 180 ch et de la nouvelle boîte automatique EAT8.

- Eventuel retrait du Groupe Volkswagen de l'Algérie - Les précisions du Groupe Sovac



C'est avec beaucoup d'étonnement que nous avons suivi l'information déroulée sur certains sites électroniques ces dernières 48h00 annonçant l'éventuel retrait du Groupe Volkswagen de l'Algérie,

suites aux dernières dispositions du projet de loi de finances complémentaires (LFC 2018) et portant sur la fin de l'exonération de la TVA accordée aux usines de montage automobile dans le cadre du dispositif régi par les

décisions du Conseil national de l'investissement (CNI). Sovac Algérie, en sa qualité de partenaire et de représentant officiel du Groupe Volkswagen en Algérie, tient à rassurer qu'aucune décision de retrait du marché n'émane du Groupe Volkswagen et ce dernier est engagé à faire aboutir ses projets en Algérie et convaincu du potentiel du marché. Nous profitons de cette occasion pour remercier notre partenaire pour son accompagnement quotidien dans la gestion de Sovac Production et les projets futurs. Ainsi que la confiance renouvelée aux centaines d'employés de l'usine de Relizane qui veillent au respect et à l'application des standards du constructeur.

Peugeot Algérie Ma Carte Peugeot Privilèges

Ce programme a été créé par Peugeot Algérie afin d'offrir des privilèges exclusifs aux acquéreurs de véhicules de la marque. Il est représenté par la Carte Peugeot Privilèges. Pour obtenir cette carte, rien de plus simple ! Il vous faut simplement effectuer un passage en atelier. Le client signera un bulletin d'adhésion et prendra connaissance des conditions générales et reçoit ainsi un SMS et e-mail dès adhésion au programme.

Il en existe trois types, chacune proposant des avantages différents :

- Carte Classique
- Carte Silver
- Carte GOLD

Entre 6 000 & 100 000 points : Carte Cassique avec avantages Atelier Rapide & Mécanique et une remise de 5% sur facture. Entre 100 000 & 300 000 points : Carte Silver avec avantages Atelier Rapide & Mécanique et 8% de remise sur facture en plus d'un avantages Atelier Carrosserie et 10% de remise sur la main-d'œuvre et 5% de remise sur la pièce.

Entre 300 000 points &+ : Carte Gold propose des avantages Atelier Rapide & Mécanique et 10% de remise sur facture ainsi que des avantages Atelier Carrosserie et 12% de remise sur la main-d'œuvre et 10% de remise sur la pièce.



- Exonération de la TVA pour l'industrie automobile - Rendre les véhicules fabriqués en Algérie plus compétitifs

Le ministre des Finances, L'Abderrahmane Raouia, a présenté, dimanche, le projet de loi de finances complémentaire (LFC 2018) devant les membres de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), réunie sous la présidence de M. Toufik Toureche en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda.

Lors de son exposé, M. Raouia a indiqué que «le projet de la LFC 2018 s'inscrit dans le cadre des efforts visant la poursuite de la politique de soutien au budget et le renforcement de la croissance économique», précisant que ce texte «ne touche ni à

la structure, ni aux grands équilibres de la loi de finances (LF) 2018».

La mesure de l'exonération de la TVA accordée en vertu des dispositions de l'article 61 de la LFC pour 2009 et de l'article 18 alinéa 2 de la loi N° 16-09 relative à la promotion de l'investissement au titre de la commercialisation des véhicules fabriqués localement et ce, à partir de la parution de cette loi.

L'exonération de la TVA pour l'industrie automobile visait à rendre les véhicules fabriqués en Algérie plus compétitifs en termes de prix par rapport aux véhicules importés, a précisé M. Raouia.



Corée du Nord

«Catastrophe nucléaire» évitée selon Trump

■ Donald Trump a accepté une invitation de Kim Jong Un à se rendre à Pyongyang lors de leur sommet historique de Singapour, a assuré, hier, l'agence officielle nord-coréenne, le président américain se félicitant lui d'avoir empêché une «catastrophe nucléaire».

Par Rosa C.

Dans son premier som met de Singapour, l'agence KCNA a estimé que cette rencontre sans précédent ouvrait la voie à «un tournant radical». «Kim Jong Un a invité Trump à effectuer une visite à Pyongyang à un moment opportun et Trump a invité Kim Jong Un à venir aux États-Unis», a indiqué KCNA. L'agence assure également que Donald Trump a évoqué «une levée des sanctions» contre le régime de Pyongyang. «Le monde a fait un grand pas qui l'éloigne d'une potentielle catastrophe nucléaire ! Plus de lancements de fusées, d'essais ou de recherche nucléaires !», a écrit

M. Trump dans un tweet, sans confirmer pour l'heure avoir accepté l'invitation à Pyongyang.

Le Kremlin a salué le «début d'un dialogue direct» entre les États-Unis et la Corée du Nord, tout en avertissant que la crise ne pourrait pas être «régulée en une heure». Le journal officiel nord-coréen «Rodong Sinmun» montrait en Une les photos de la poignée de main historique entre MM. Trump et Kim. Au total, ce sont pas moins de 33 photos de la rencontre qui sont publiées sur quatre des six pages du journal – et qui ont été montrées dans l'après-midi à la télévision nord-coréenne. Les habitants de Pyongyang lisant le journal dans les transports en commun voyaient pour la première fois ces photos inédites de leur lea-

der avec le président américain, habituellement dépeint comme le diable, selon une équipe de l'AFP à Pyongyang. «La rencontre du siècle ouvre une nouvelle ère de l'histoire des relations entre les deux pays ennemis», titrait le Rodong Sinmun. «La traversée mouvementée vers la dénucléarisation de la péninsule coréenne et une paix permanente ne fait que commencer», analyse avec plus de prudence le journal sud-coréen Hankook. L'événement était inimaginable il y a encore quelques mois alors que les deux dirigeants échangeaient presque quotidiennement insultes personnelles et menaces de guerre nucléaire. Malgré le retentissement médiatique du sommet, ses résultats tangibles, notamment sur le thème clef de la dénucléarisation, suscitaient des doutes, le journal japonais conservateur Sankei qualifiant l'événement de «reality show» et jugeant la déclaration «sans substance». M. Kim s'est une nouvelle fois dit engagé en faveur de «la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne». Mais cette formule adoptée par Pyongyang est loin de correspondre aux exigences avancées depuis longtemps par les États-Unis, pour lesquels une dénucléarisation nord-coréenne, en plus d'être «complète», devra aussi être «vérifiable» et «irréversible». Pyongyang a des raisons d'être satisfait de l'événement de Singapour, un grand succès pour un régime très isolé, soumis à de lourdes sanctions internationales et désireux depuis longtemps obtenir une légitimité.



Ph. > D. R.

«Kim Jong Un a obtenu ce qu'il voulait au sommet de Singapour : le prestige international», analyse Paul Haenle, directeur du centre Carnegie-Tsinghua. M. Trump a annoncé que les États-Unis allaient cesser leurs manœuvres militaires conjointes avec la Corée du Sud, qu'il a lui-même qualifiées de «très provocatrices» envers le Nord. Pyongyang exigeait depuis longtemps le gel de ces exercices militaires, perçus comme des préparatifs à une invasion militaire de la Corée du Nord. Près de 30 000 soldats américains sont stationnés en Corée du Sud pour protéger ce pays allié des États-Unis de son voisin du Nord. «Alors que nous sommes en train de négocier un accord global, très complet, je crois qu'il n'est pas approprié d'avoir des exercices militaires»,

a déclaré M. Trump, ajoutant que cela permettrait d'«économiser beaucoup d'argent». Séoul et le commandement militaire américain en Corée du Sud ont souligné qu'ils n'avaient pas été prévenus à l'avance de cette annonce. «Les exercices et la présence militaire américaine jouent un rôle vital dans la sécurité de l'Asie de l'Est», s'est inquiété le ministre japonais de la Défense Itsunori Onodera. Mettre fin aux exercices conjoints «va au-delà de tout ce sur quoi s'accordent les experts», estime Adam Mount, de la Federation of American Scientists. Dans sa série de tweets publiés dans la nuit de mardi à hier, M. Trump a exalté les possibilités de développement économique de la Corée du Nord en cas de dénucléarisation. R. C.



Points chauds

Doutes

Par Fouzia Mahmoudi

Décidément, ces dernières semaines le président du parti français Les Républicains rencontre de plus en plus de réticence au sein même de sa famille politique et est critiqué de toute part pour l'orientation qu'il tente de donner au premier parti de droite. Et après Jean-François Copé, ancien président de l'ex-UMP et les proches de la vice-présidente LR, Virginie Calmels, de vocaliser leurs dissensions avec Wauquiez, c'est aujourd'hui au tour de l'ex-président de la République, Nicolas Sarkozy de partager ses doutes. «Quand je vois que, sitôt à la tête du parti, tu commences comme ça, je me dis que tu n'iras pas loin». Cette sentence de Sarkozy à Wauquiez date du mois de février, après la diffusion des propos de ce dernier devant les élèves de l'EM Lyon. Le président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes y affirmait que Nicolas Sarkozy avait placé ses ministres sur écoute lorsqu'il était à l'Élysée, provoquant la colère noire de l'ancien chef de l'État et poussant Laurent Wauquiez à présenter ses excuses. Quelques mois plus tard, le ton est légèrement moins acerbe mais le diagnostic reste le même. Nicolas Sarkozy est en effet sceptique quant à l'action de Laurent Wauquiez à la tête des Républicains, six mois après le début de son mandat. Cette semaine, Nicolas Sarkozy doit rencontrer Laurent Wauquiez, qu'il a vu pour la dernière fois au mois d'avril, et avec qui il échange régulièrement. Et durant leur conversation son opposition avec sa numéro 2, Virginie Calmels, sera à n'en pas douter, évoquée. La première vice-présidente des Républicains était en particulier remontée contre le dernier tract de LR et son slogan «Pour que la France reste la France». «Ton tract est populiste et ultra-daté», a-t-elle lancé à Wauquiez par SMS. Rappelée à l'ordre par son président, la juppéiste a assuré lundi être «une femme de droite» et dit vouloir «continuer à participer au rassemblement de sa famille politique». Pour Sarkozy, c'est notamment là que le bât blesse : Wauquiez serait incapable de rassembler son camp, et cette tâche n'est pas pour lui prioritaire, alors qu'elle l'était pour l'ancien président. En outre, comme il le soulignait en mars lors d'une rencontre avec Valérie Pécresse, Sarkozy estime que Wauquiez joue un jeu dangereux en misant sur une opposition entre urbain et rural, notamment pour s'en prendre à Emmanuel Macron, «président des riches» mais aussi «des villes». «Nicolas Sarkozy aimerait voir ses conseils davantage écoutés», résume un sarkozyste, alors qu'un autre surenchérit : «Il n'y a pas seulement un froid entre Nicolas Sarkozy et Laurent Wauquiez, il y a un froid entre Laurent Wauquiez et le reste du monde». Ainsi, le président actuel de LR qui rêve de cette position depuis plusieurs années déjà, son ambition ayant été dévoilée il y a longtemps, a toutefois du mal à incarner la tête de sa famille politique, et ses décisions sont critiquées de toute part. Peut-être Wauquiez devrait-il continuer à faire montre du talent politique qui l'a mené si loin, plutôt que d'adopter une politique dictatoriale ou seule sa vision droitrière prévaut, aux dépens des progressistes et des modérés qui, faute d'écoute et de dialogue, pourraient finir par le destituer de son poste, ou pire, fracturer LR en deux partis distincts dont le champ d'action serait encore plus limité qu'il ne l'est aujourd'hui. F. M.

Brexit

May attendue au tournant sur sa promesse d'amender son projet de loi

Le parlement britannique continue d'examiner hier le projet de loi sur le Brexit, après un premier vote mardi qui a vu le gouvernement conservateur de Theresa May éviter une défaite au prix de concessions en direction des députés pro-UE. Les débats, qui doivent démarrer en début d'après-midi, vont porter principalement sur la question du maintien d'une union douanière entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Le gouvernement a trouvé un arrangement avec sa majorité et un amendement de compromis, porté par des députés toriques pro et anti-Brexit, devrait être adopté. Mardi, la Chambre des Communes a rejeté au grand soulagement de M^{me} May un amendement qui aurait donné au parlement un droit de veto sur le résultat des négociations avec Bruxelles alors que la majorité des parlementaires britanniques refusent que leur pays quitte l'UE sans accord. Pour arriver à ce résultat, le gouvernement a promis d'offrir au Parlement un droit de regard

sur le futur accord de sortie. Mais la teneur exacte des concessions restait floue aux yeux d'un grand nombre d'observateurs, permettant à chaque camp -europophobes et europhiles- de clamer victoire. «Ce qui a été convenu, c'est que la Première ministre a compris que le Parlement veut avoir son mot à dire, en toute circonstance, sur l'accord final du Brexit», s'est ainsi réjoui la députée conservatrice pro-UE Nicky Morgan sur la BBC. Elle s'est dite convaincue que les députés conservateurs rebelles, prêts à voter l'amendement, n'ont pas été «manipulés» par le gouvernement, et qu'ils obtiendraient bien un vote à l'issue des négociations entre Londres et Bruxelles. «Il était très important pour nous d'obtenir l'assurance personnelle de la Première ministre. Et nous l'avons eu», a-t-elle ajouté. En face, Robert Buckland, député et conseiller juridique de l'exécutif, s'est montré beaucoup plus circonspect sur la possibilité de laisser le parlement disposer d'un vote contraignant

sur l'accord final du Brexit. «J'ai un problème, d'un point de vue constitutionnel et politique, avec l'idée que le Parlement puisse imposer ses directives», a-t-il expliqué sur la BBC. «Nous ne devons pas lier les mains du gouvernement dans ces négociations». «Je peux assurer à tout le monde que nous allons travailler dur pour trouver des idées», a-t-il affirmé, se montrant confiant sur la possibilité de trouver «une voie intermédiaire» qui convienne à chaque groupe. Le répit obtenu par M^{me} May sera de courte durée, puisqu'une nouvelle version du texte du gouvernement devra être présentée d'ici lundi, lorsque le projet de loi reviendra devant la Chambre des Lords. «Je pense que la Première ministre est dans une situation difficile, parce que s'il y a deux interprétations différentes des engagements qu'elle a pris, nous nous en rendrons compte très vite», a mis en garde le député travailliste Hilary Benn, président de la commission parlementaire sur le Brexit.



Programme artistique de la salle El Mouggar

La musique algéroise en clôture



■ Trois artistes très appréciés par le public algérien ont animé la dernière soirée des veillées du mois de ramadhan à la salle El Mouggar. Il s'agit de Noureddine Allane, Toufik Aoun, Zineddine Bouchaala et Karéma Saghira qui ont créé une ambiance conviviale pour les amoureux de la chanson algéroise. Un public nombreux était présent sur place pour assister à cette soirée de clôture du programme du mois sacré.

Par Abla Selles

La salle El Mouggar d'Alger était, mardi soir, sous les différents rythmes de la musique algéroise. Du chaabi et de la musique rythmée des fêtes algéroises ont été proposés au public venu nombreux pour assister à la soirée de clôture du programme artistique des veillées de ramadhan. En effet, c'est Noureddine Allane qui est monté le premier sur scène pour interpréter les meilleures chansons de son répertoire artistique. En alternant le patrimoine poétique et chansonnettes, l'artiste a chanté sous les applaudissements du public «*Had Lkhatem*», «*Hak wasmou hak*», «*Mal Djefni*», «*Koulou lmen sbani*», «*Mazal Nahwak*» et autres. La montée sur scène de Toufik Aoun a été elle aussi chaleureusement applaudie par ses fans qui ont été gratifiés par les meilleurs textes du chaabi. Avec sa voix douce et forte en même temps, l'artiste a créé une ambiance festive. Soutenu par un orchestre de premier ordre, il a fait plaisir à ses fans en interprétant des chansons demandées par le

public. L'artiste Zineddine Bouchaala a quant à lui revisité des textes inédits du patrimoine musical algérois avant de céder la scène à la chanteuse Karima Saghira. Cette artiste a clôturé avec une belle prestation le programme de la salle El Mouggar en interprétant des chansons plus rythmées. Des chansons de l'algérois moderne, de chaabi pervers et de moghrabi ont fait danser le public jusqu'à une heure tardive de la soirée. L'artiste a été généreuse avec son public en interprétant des chansons de son dernier album à maintes reprises. «*C'était une très belle clôture*», a commenté une dame venue avec ses enfants. «*La prestation des artistes était formidable et on a passé de très bons moments*», ajoute sa fille. Il est à rappeler que la salle El Mouggar a proposé un programme artistique très riche et varié. Des artistes de renom ainsi que d'autres, nouveaux sur la scène artistique, ont gratifié le public de cette salle avec des soirées musicales de haute facture. Les amoureux de l'andalou, du chaabi, du malouf ainsi que la chanson kabyle et moderne ont pu passer de bons moments musicaux en famille et entre amis. A. S.

L'évènement s'ouvre demain

L'exposition «Spice of life» à Alger

«**L**a Route de la soie et du savoir» fait référence à la nouvelle route présentée par la Chine. Celle-ci fera l'objet d'une exposition du 15 mai au 30 juin à Alger.

Le titre officiel de ce travail est «*Spice of life*» et il est réalisé par l'artiste Zaphira Yacéf, la fondation de l'artiste, avec la collaboration de la Chine et du ministère algérien de la Culture organisent une exposition au Palais des raïs simultanément avec le Palais de la Culture Moufidi-Zakaria. Le ver-

nissage se fera à 10h00 au Palais de la Culture et à 17h00 en présence de l'artiste au Bastion 23.

Bien que le titre et sujet de ce travail soient fascinants, le mystère reste entier autour de l'évènement. La Route de la soie à l'origine fait référence à un réseau d'itinéraires de transport commercial qui liait la Chine à l'Europe, établi depuis plus de 2000 ans avant J-C. On y transportait des épices, des manuscrits, mais ce qu'on y vendait de plus précieux était la soie, ce qui

vaudra à cette route son nom.

La nouvelle route de la soie, quant à elle, est un chemin ferroviaire, pas loin de l'ancienne route, liant la Chine à l'Europe, et faisait le tour des deux continents avec des arrêts dans plusieurs pays, tout comme l'ancien chemin. N'hésitez pas à découvrir ce que cette exposition cache jusqu'au 30 juin 2018.

L. B.

Fête de la musique

Orange Blossom anime deux concerts en Algérie

Attendu à Alger le 21 juin à l'occasion de la fête de la musique, le groupe de musique français Orange Blossom égayera également une soirée à Oran. La représentation se déroule-

ra le 27 juin prochain et aura lieu à la salle de cinéma Le Maghreb (ex-Régent) à 18h. La formation, qui allie la musique électro à la world music, a été invitée à jouer à El Bahja à l'initiative de l'Institut

français d'Oran. Formé en 1993, Orange Blossom jouit d'une solide base de fans des deux rives de la Méditerranée, grâce à une musique qui puise son inspiration de sonorités arabes et occi-

dentes diverses.

Tout comme celui de la capitale, l'évènement est libre et gratuit dans la limite des places disponibles.

R. C.

«Ocean's 8»

Les femmes prennent le pouvoir



Rihanna et Helena Bonham Carter.

Ce mix entre film de braquage et comédie faisait déjà le sel de «*L'Inconnu de Las Vegas*» (1961) de Lewis Mileston avec Frank Sinatra, Dean Martin, Sammy Davis Jr. et Angie Dickinson (déjà un beau casting), dont «*Ocean's 11*» était le remake. La recette marche toujours dans ce nouveau casse orchestré par un octet d'actrices de première : Sandra Bullock, Cate Blanchett, Anne Hathaway, Rihanna, Helena Bonham Carter, Sarah Paulson, Awkwafina et Mindy Kaling.

Plus de cinq ans de prison après avoir été arrêtée après un dernier forfait, Debbie, sœur de Danny Ocean roi du hold-up, a mûri le casse de sa vie : voler

une rivière de diamants mythique, jamais sortie des coffres de chez Cartier. Elle rassemble sept expertes qui s'associent dans un plan minuté au cordeau, avec élégance... Leurs compétences, chacune dans leur domaine, alliées à leurs charmes, feront plus que prévu, avec une cerise sur le gâteau, dont la franchise «*Ocean's*» a le secret.

Autant dire que cet «*Ocean's 8*» fait le plein, sur un schéma classique, dont la féminisation rencontre les préoccupations paritaires du temps, tout en remplissant le cahier des charges. Un casse improbable, des personnages forts, des imprévus, des dialogues épicés, une action soutenue, et au premier plan : un casting glamour de premier

choix. Ce que d'aucuns pourraient reprocher au film, en jouant à ravir du charme de ses actrices. Mais la série, sous le jour masculin, n'en jouait-elle pas déjà ?

Comme tout produit mainstream hollywoodien, «*Ocean's 8*» est formaté. Toutes les actrices sont à leur place, avec une mention spéciale à Helena Bonham Carter dans son répertoire de créatrice déjantée mais réactive, et Anne Hathaway, jouant de son charme comme jamais. On ne s'ennuie pas une seconde dans ce film distrayant de bout en bout, avec un joli coup de théâtre amoral comme on les aime. Un bon moment dont on aurait tort de se priver. R. I.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Tahtahat Elfananine, la Pêcheur

Jusqu'au 14 juin :

Des soirées chaabi au bonheur des amoureux de ce style musical.

Salle Galerie d'Arts Aïcha-Haddad (84, rue Didouche-Mourad, Alger)

Jusqu'au 14 juin :

L'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger organise une exposition d'arts plastiques avec l'artiste peintre Salihia Khelifi.

Galerie Espaco (Alger)

Jusqu'au 15 juin :

Exposition collective d'arts plastiques «*Octoplasties*».

Théâtre de Verdure Laadi-Flici (Bd Frantz-Fanon, Alger)

Jeu 28 juin à 20h30 :

Concert de Tiken Jah Fakoly. La vente des billets (prix 2 500 DA) est ouverte depuis le 2 juin à la librairie «*L'Arbre à dire*» de Sidi Yahia. Pendant le ramadhan tous les jours de 11h à 17h et de 22h à 1h (sauf le vendredi). Après le ramadhan : tous les jours de 11h à 19h (sauf le vendredi).



Coupe d'Algérie 2018 de judo (toutes catégories) Alger accueillera la compétition du 12 au 14 juillet

LES COUPES d'Algérie 2018 de judo pour les catégories minimales, cadets, juniors et seniors (messieurs/dames) se dérouleront du 12 au 14 juillet à la salle omnisports Harcha-Hacène d'Alger, a annoncé mardi la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Le système de compétition sera globalement le même pour l'ensemble des catégories, aussi bien pour les messieurs que pour les dames, avec de légères différences pour les plus jeunes, notamment en termes de temps de jeu, puisque les combats des minimales ne dureront que trois minutes, alors que ceux des

cadets, des juniors et des seniors dureront quatre minutes. La compétition est ouverte aux clubs qualifiés suivant les quotas régionaux, ainsi qu'aux champions et vice-champions de la saison écoulée. Les combats seront à élimination directe et «le surclassement de poids sera interdit pour les minimales et les cadets, mais il sera autorisé chez les juniors et les seniors», a encore précisé la FAJ dans un communiqué. La salle Harcha abritera également les Championnats d'Algérie juniors et seniors, prévus les 6 et 7 juillet, rappelle-t-on.

Boxe

Flissi out pour les JM 2018

LE BOXEUR algérien Mohamed Flissi (52 kg), blessé au pouce, a déclaré forfait pour les Jeux méditerranéens 2018 de Tarragone (Espagne), prévus du 20 juin au 1^{er} juillet, a appris l'APS du directeur technique national (DTN), de la Fédération algérienne de boxe (FAB), Mourad Meziane. «Flissi s'est blessé au pouce droit pendant le stage en commun qui se déroule avec la sélection tunisienne. C'est une défection qui vient compliquer davantage les cal-

culs du staff technique qui perd ainsi une des chances réelles de médailles aux JM-2018», a déclaré Mourad Meziane. Agé de 29, le natif de Boumerdès avait décroché avec brio une médaille d'or aux Jeux méditerranéens-2013 de Mersin (Turquie), où l'Algérie avait réussi un «exploit historique» en remportant cinq titres sur les 10 mis en jeu et une médaille de bronze, synonyme de première place au classement général par équipes.

Cyclisme

Chalel reprend la compétition à Paris

LE CYCLISTE algérien Yacine Chalel, sociétaire du club français Olympique CVO, qui avait ménagé ses efforts au début du mois de ramadhan, devait reprendre la compétition mercredi en prenant part au Prix de Paris 14^e, a annoncé sur sa page facebook le champion d'Afrique en scratch. «Comme l'an dernier, j'ai décidé une reprise anticipée. Je disputerai donc le Prix de Paris 14^e, qui se déroulera ce mercredi, au pied de la Tour Montparnasse», a indiqué Chalel, précisant qu'il n'a pas d'objectif particulier. «Pour une

reprise, je ne vise pas un objectif en particulier, surtout que nous serons encore au mois de ramadhan», a expliqué le champion d'Afrique en scratch, ajoutant qu'il «cherche juste à retrouver le rythme» tout en se faisant plaisir, avant la vraie reprise. Avec l'arrivée du mois de ramadhan, Chalel avait pris une semaine de repos complet, avant de reprendre progressivement l'entraînement, jusqu'à atteindre un volume de six séances par semaine. Ce programme est destiné à préparer sa deuxième partie de saison.

Tennis / Coupe Davis 2018

L'EN en regroupement à Alger

LA SÉLECTION algérienne de tennis est entrée en regroupement mardi au complexe sportif de Dely Ibrahim (Alger) pour un stage de préparation de trois jours, en vue de la Coupe Davis 2018 (Groupe 3/ Zone Afrique), prévue du 18 au 24 juin à Nairobi (Kenya). Ce stage permettra à Noujim Hakimi, le directeur des équipes nationales à la Fédération algérienne de tennis, de procéder aux derniers réglages avant le départ au Kenya, selon l'instance fédérale. La sélection algérienne est composée de Mohamed Hassan, Youcef Rihane, Youcef Ghezal et Nazim Makhlof, qui dans le cadre de leur préparation ont pris part dernièrement

à des tournois professionnels en Tunisie, notamment, le Futures 22 et le Futures 23 à Hammamet. Outre l'Algérie, onze autres nations sont engagées dans le Groupe 3 de cette Coupe Davis 2018, à savoir l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Ghana, le Kenya, la Libye, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, le Rwanda et l'Ouganda. Ces pays seront repartis en deux poules (A et B). Le vainqueur de la poule A jouera contre le second de la poule B, alors que le premier de la poule B affrontera le second de la poule A. Les deux vainqueurs accéderont au Groupe 2, de la Zone Europe - Afrique, en 2019.

Equipe nationale Gourcuff tient la corde

■ Le technicien français et ex-sélectionneur national, Christophe Gourcuff, tient la corde pour un éventuel retour chez les Verts étant donné que les dirigeants de la Fédération algérienne de football pensent sérieusement à lui faire appel pour reprendre en main l'équipe.



Le technicien français ne serait pas contre l'idée de revenir

Par Mahfoud M.

Parti en 2016 dans des conditions floues, même si certains parlaient de relation tendue avec le l'ex-président de la FAF, Mohamed Raouraoua, d'autres pensent qu'il serait le coach idéal pour la prochaine étape, surtout qu'il connaît bien la maison et qu'il saura comment relancer la machine. Gourcuff est le seul technicien qui a donné un style de jeu aux Verts et s'était illustré avec sa manière de gérer le vestiaire, étant très proche des joueurs. D'ailleurs, certains pensent que le départ

de Gourcuff avait cassé la sélection nationale qui était entrée depuis en crise et se trouvait dans une situation très difficile. C'est donc pour tenter de recoller les morceaux que le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, pense à lui confier à nouveau les rênes de la sélection dans l'espoir d'abord d'assurer la qualification à la phase finale de la CAN 2019 et ensuite réussir un beau parcours lors de cette compétition, sachant que 2010 était la dernière fois que l'EN avait accédé en demi-finale. Le coach breton ne serait pas contre l'idée d'un come-back en Algérie, mais il est devant un

grand dilemme, car ayant signé un contrat avec le club qatari d'El Gherrafa. Et comme on sait que les qataris payent bien, il serait donc difficile de le déloger, en plus du fait que son club pourrait s'opposer à une rupture unilatérale du contrat de l'entraîneur. Il y aura peu de chances de le revoir donc en sélection même si Zetchi ne s'avoue pas vaincu et tentera de le convaincre de faire le nécessaire pour se désengager du club qatari. Par ailleurs, si l'affaire échoue, il tentera d'autres pistes, avec le Belge Wilmots, le Portugais Queiros et le Français Courbis.

M. M.

USM Bel-Abbès

Guebli rejoint son coach

L USM Bel-Abbès a fait signer mardi le défenseur central Ishak Guebli en provenance du RC Relizane (Ligue 2), réalisant sa cinquième opération de recrutement depuis le début du mercato estival, a-t-on appris de ce club de Ligue 1 de football. Guebli rejoint pour l'occasion son ancien entraîneur au RCR, le Suisso-Tunisien Moez Bouakaz, qui l'avait recommandé en personne aux dirigeants de la formation de la «Mekerra», précise-t-on de même source.

Avant d'engager ce joueur, l'USMBA avait recruté les défenseurs Fateh Achour (GC Mascara), Boualem Masmoudi (ASM Oran), le milieu de terrain Nabil Ait-Fergane (RC Relizane) et le gardien de but Sofiane Khedairia (JSM Béjaïa). L'équipe qui disputera la saison prochaine la Coupe de la Confédération africaine grâce à son trophée de Coupe d'Algérie remporté en mai dernier, poursuivra son recrutement dans les jours à venir après la décision de la

direction du club de se passer de plusieurs joueurs de l'effectif de l'exercice passé, souligne-t-on encore de même source. Les changements décidés par l'homme fort du club, Okacha Hasnaoui, ont également touché la barre technique, puisque l'entraîneur Chérif El Ouzzani n'a pas été prolongé et remplacé par Bouakaz qui avait déjà eu une expérience avec le club, rappelle-t-on.

Club Africain

Belkheiter vers le MCO

L international algérien Mokhtar Belkheiter est tout proche de faire son retour dans le championnat algérien par le biais du club de sa ville natale, le MC Oran, a-t-on appris mardi de cette formation de Ligue 1 de football «Mobilis». Le latéral droit, qui évolue depuis 2014 au Club Africain de Tunis, a trouvé un accord avec le premier responsable du MCO, Ahmed

Belhadj, lui permettant d'intégrer les rangs des «Hamraoua» dès cet été, a ajouté la même source. Mais le joueur de 27 ans devra d'abord récupérer son bon de sortie de la direction de son équipe tunisienne avec laquelle il est encore lié pour une autre saison. Jusque-là, le MCO, 4^e de l'exercice passé, a assuré les services de pas moins de sept joueurs, en attendant de les pré-

senter officiellement à la presse lors d'une cérémonie devant avoir lieu dès la fin de l'opération de recrutement qui se poursuit toujours. Le club phare de la capitale de l'Ouest a également engagé un nouvel entraîneur en la personne du Marocain Badou Zaki, qui succède au Suisso-Tunisien Moez Bouakaz, passé à l'USM Bel-Abbès (Ligue 1), rappelle-t-on.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Municipales en Tunisie

47% des élus sont des femmes

QUELQUE 37% des élus aux élections municipales du 6 mai 2018 sont âgés de moins de 35 ans et 47% sont des femmes, a annoncé hier le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), Mohamed Tlili Mansri. Lors de la présentation des résultats définitifs des élections municipales, Mansri a indiqué que les résultats préliminaires ont été validés par le conseil de l'ISIE suite au rejet de tous les recours par le Tribunal administratif. Lors de la conférence de presse, Nabil Baffoun, membre du conseil de l'ISIE, a souligné que 1 800 personnes porteuses de handicap dont 18 têtes de liste ont remporté des sièges aux élections municipales de 2018.

Trois individus interpellés pour apologie du terrorisme

Trois individus ont été interpellés mardi dans les villes tuni-

siennes de Tataouine, Kairouan et Sidi Bouzid pour apologie du terrorisme sur les réseaux sociaux, a indiqué le ministère de l'Intérieur, cité par l'agence de presse TAP. «Interrogés par les unités de la Garde nationale, les suspects, âgés de 20 à 39 ans, ont avoué avoir posté sur les réseaux sociaux des séquences vidéo ainsi que des publications qui font l'apologie de l'Organisation (terroriste auto-proclamée) de l'Etat islamique Daech (EI) et incitent au terrorisme», a ajouté la TAP. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, ces individus auraient «mené des contacts avec des terroristes implantés en Tunisie et à l'étranger», a-t-on souligné. Le ministère public a ordonné de placer les trois individus en garde à vue et d'engager une information judiciaire à leur rencontre pour suspicion d'appartenance à une organisation terroriste, apprend-on de même source. Ghani Y.

Organisation du Mondial-2026

Cinquième échec pour le Maroc

LE MAROC a essuyé hier à Moscou le cinquième échec de son histoire en quête d'abriter une Coupe du monde de football, après que les Fédérations membres de la Fifa aient décidé d'attribuer l'organisation du Mondial-2026, le premier à 48 équipes, à son concurrent, composé du trio USA-Canada-Mexique. La compétition reine du sport roi dans le monde revient donc aux Etats-Unis après celle de 1994. Le Mexique, lui, avait eu deux fois cette joie en 1970 et 1986, cette dernière édition étant marquée par la fameuse «main de Dieu» de Maradona. Le Maroc, qui s'était déjà porté candidat à l'organisation des Coupes du monde de 1994, 1998, 2006 et 2010, a en effet postulé même pour le Mondial de 2026, mais les Fédérations membres de la Fifa ont finalement décidé d'offrir 134 de leurs voix au trio USA-Canada-Mexique, contre 65 seulement pour le Maroc et 1 vote pour aucun candidat. Une grande désillusion pour le Maroc qui s'était beaucoup investi dans ce projet avec l'espoir d'offrir au continent noir une deuxième Coupe du monde, après celle de 2010 qui s'était déroulée en Afrique du Sud. Le trio USA-Canada-Mexique avait promis pendant sa campagne d'organiser «la Coupe du monde la plus lucrative de l'histoire», avec 14 milliards de dollars de recettes contre un «net pour la Fifa de 5 milliards de dollars» du côté marocain, ce qui semble avoir séduit les pays membres de la Fifa, au point de lui offrir la majorité de leurs voix. «C'est beaucoup d'émotions pour nous aujourd'hui. Au nom de la candidature américaine, je vous remercie pour cet incroyable honneur»,

a dit le président de la Fédération américaine Carlos Cordeiro à la tribune à Moscou. «Nous voulons aussi (rendre hommage) à l'administration de la Fifa, au président Infantino, à la task force qui a travaillé si dur dans ce processus. Mais aussi à nos amis du Maroc : au bout du compte, nous sommes tous unis par le football, c'est aussi ça l'esprit du Mondial», a-t-il poursuivi. Infantino est considéré comme un ardent soutien du trio nord-américain, appelé «United 2026», car ces fédérations l'avaient appuyé pour prendre la suite du controversé Sepp Blatter. «Au nom de la Fédération marocaine de football, je tiens à féliciter mes collègues de la Fédération des Etats-Unis, du Mexique, et du Canada», a réagi de son côté Fouzi Lekjaa, président de la Fédération marocaine. Il y a 211 fédérations affiliées à la Fifa, mais le Ghana a été suspendu et les pays concernés ne pouvaient voter, ni trois associations liées aux USA (Guam, Iles Vierges et Porto Rico). Jamais un tel vote n'avait été aussi incertain, car c'était la première fois que le scrutin était ouvert à autant de votants. Auparavant, c'était non pas le Congrès de l'instance mais son comité exécutif – soit une vingtaine de personnes –, devenu depuis Conseil de la Fifa, qui attribuait les Mondiaux. La candidature du Maroc n'aura pas résisté aux critères définis (infrastructures, hébergement, transports, budget...) par les experts de la Fifa. Verdict : le dossier du Maroc «a obtenu une note globale de 2,7 sur 5» contre «4 sur 5» pour le trio Etats-Unis/Canada/Mexique, avait rapporté l'AFP, citant une source proche du dossier marocain. Kamel L.

sommet historique entre Trump et Kim Jong Un



Djalou@hotmail.com

Logement à Béjaïa

Attribution de plus de 750 décisions d'aide à l'habitat rural

■ Pas moins de 756 décisions d'aide à l'habitat rural soutenu ont été attribuées avant-hier par le wali à leurs bénéficiaires, à l'occasion du 27^e jour du ramadhan.

Par Hocine C.

Ces aides entrent dans le cadre du Fonds national du logement (Fonal) et font partie du quota du programme de 4 500 unités octroyées à la wilaya. Les bénéficiaires sont issus de 11 communes et 11 daïras. La cérémonie, placée sous le haut patronage du Président de la république puisqu'elle concerne 50 000 aides au niveau national, a été marquée aussi par la remise des clés de 23 logements sociaux LPL aux bénéficiaires. Elle a été présidée par la wali et s'est déroulée après la rupture du jeûne à la salle des congrès de la wilaya, en présence du président d'APW, des chefs de daïra, des directeurs exécutifs de la wilaya, des élus locaux et nationaux et des familles bénéficiaires. «Cette opération, unique en son genre dans le pays, est inscrite dans le programme du président de la République, qui veille à l'exécution et à l'achèvement du programme de logement, tous segments confondus», a souligné le wali par intérim lors de la cérémonie. Et d'ajouter : «Nous allons également récupérer des assiettes foncières pour le lancement de projets en instance et distribuer d'autres logements prochainement à travers toutes les communes». Notons que le montant global de ces 756 décisions d'aides à l'habitat rural est

estimé à 53 milliards de centimes. Un programme ambitieux et consistant est en voie de réalisation. Ce dernier comprend 9 000 logements AADL, 18 000 logements sociaux et 4 500 logements LPA. Il est utile de souligner que la cérémonie a été marquée par la joie des familles accompagnées de leurs enfants. Le directeur du logement, Mazen Sendakli, a déclaré récemment à la radio que d'autres quotas sont en cours d'étude et de validation par la CNL et seront distribués la fin du mois de juillet prochain. Un programme complémentaire pourrait être accrédité

à la wilaya dans les prochains mois. Il a souligné que la wilaya de Béjaïa a enregistré 15 000 demandes d'aide à l'habitat rural, un nombre en hausse, a-t-il souligné. Notons que 6 887 logements locatifs publics sont réalisés et achevés à travers toutes les communes de la wilaya, dont 6 501 non encore distribués, faute de travaux de viabilisation. La wilaya a été dotée récemment d'une enveloppe financière conséquente pour mener ces aménagements.

H. C.

Si l'accord nucléaire s'effondre

L'Iran reprendra l'enrichissement d'uranium

L'IRAN reprendra l'enrichissement d'uranium sur son site nucléaire de Fordo si l'accord sur le nucléaire iranien s'effondre, a annoncé hier le porte-parole de l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran (AEOI). Behrouz Kamalvandi a déclaré que les activités d'enrichissement au site nucléaire de Fordo seraient reprises à la discrétion des responsables iraniens au cas où le plan d'action conjoint (JCPOA) tomberait à l'eau, selon l'agence de presse Tasnim. Avant la conclusion de l'accord sur le nucléaire de 2015 entre l'Iran et six puissances mondiales, l'abri souterrain de Fordo, au centre du pays, était utilisé pour enrichir de l'uranium à 20%. Sur la base de cet accord, la République islamique a arrêté toute activité d'enrichissement sur ce site et l'a converti en centre de recherche. La semaine dernière, le directeur de l'AEOI, Ali Akbar Salehi, a déclaré que Téhéran avait déjà développé les infrastructures nécessaires sur le site nucléaire de Natanz pour l'enrichissement de l'uranium à hauteur d'un million d'UTS (unités de travail de séparation). L'Iran est actuellement en discussion avec l'Union européenne afin de protéger le JCPOA contre les menaces de l'administration américaine.

R. I.